

Education populaire, histoire et enjeux

Définition

Les définitions de l'Education populaire sont foisonnantes et il ne faut pas confondre celle-ci avec l'Ecole du peuple proposée par Célestin Freinet et Raymond Fonvieille même si des proximités entre les deux concepts sont directes. L'éducation populaire dans tous les cas implique un processus d'émancipation par la culture et les savoirs, ce qui explique l'intérêt de tout temps des anarchistes pour ses pratiques. Nous ne retiendrons que quelques définitions de l'Education populaire ou Educ-pop. D'abord celle proposée par Benigno .Cacérés (1964) qui fut l'un de ses grands protagonistes. Pour lui, elle est « une conception citoyenne visant à donner à chacun l'instruction et la formation nécessaires pour devenir un acteur capable de participer à la vie du pays ». Pour l'association Culture et Liberté, elle est « un collectif qui forme et qui se forme ». Enfin, pour J.-R. Durand-Gasselin de Peuple et culture en 2005 (C. Delavaux) : l'éducation populaire « c'est se retrouver sur une éthique commune qui implique des façons de faire et des prises de décisions collectives, sollicitant la participation de tous et visant des idéaux généraux humanistes de partage du pouvoir, du savoir, et de l'avoir ». Bien d'autres définitions existent. En conséquence, sur le plan des pratiques l'Educ-pop se réclame en général des pédagogies nouvelles, actives, coopératives, autogestionnaires, émancipatrices.

Historique

Si certains auteurs font remonter l'Education populaire au rapport Condorcet de 1792 et au souhait de son auteur de mettre en place un système d'Education du peuple, par le peuple, pour le peuple. D'autres considèrent qu'elle a toujours existée depuis l'agora grecque, le forum romain voire dans les clubs révolutionnaires durant de la Grande Révolution et la Commune de Paris. Plus près de nous, la volonté d'éducation populaire se manifesta spontanément à la Sorbonne où au théâtre l'Odéon en mai 1968 ou encore 2016 à l'occasion des Nuits debout sur la place de la République à Paris et dans de nombreuses autres villes.

De fait, trois courants animent et portent historiquement l'éducation populaire. Une tradition laïque, républicaine, voire maçonne, dont la figure de proue est encore aujourd'hui la Ligue de l'enseignement fondée par Jean Macé en 1866. Une tradition chrétienne humaniste bien représentée par Le Sillon inspiré en 1894 par Marc Sangnier. Une tradition ouvrière et révolutionnaire représentée l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) de 1864 qui mit au centre de ses préoccupations la question de l'éducation populaire ou encore par la Fédération des Bourses du Travail (1892) dont le militant syndicaliste-anarchiste Fernand Pelloutier fut l'un des animateurs et le promoteur du culte de soi-même au sens de

son auto-formation permanente. Trois courants toujours présents en 2018 même s'ils se sont diversifiés depuis.

Sans remonter à l'antiquité, nous limiterons notre présentation de l'Éducation populaire à quelques-unes de ses réalisations et à quelques dates qui ont marquées la vie des trois courants évoqués. Sans revenir sur les structures fondatrices, la fin du 19^e siècle suite à l'Affaire Dreyfus, vit en 1896 la création des Universités populaires. UP qui connurent dans leur première époque un succès considérable en milieu ouvrier malgré des conditions de vie et de travail extrêmement dures. La soif de savoir, dépassant et faisant oublier les fatigues du labeur, développe alors un mouvement favorable à la « coopération des idées ».

Quelques exemples pour illustrer le large spectre de cette forme d'éducation mutuelle et solidaire, souvent fondée sur l'activité directe de ses animateurs et militants. En 1911 apparut en France la première forme du scoutisme, d'abord laïc, celui des Eclaireurs de France suivi en 1929 des Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC) dont la devise « voir, juger, agir » renvoie à l'idée d'une participation active à la vie sociale. La même année le premier mouvement des auberges de la jeunesse apparaît. Les agistes seront des pionniers infatigables de l'éducation populaire. Cette première initiative fut suivie en 1937 par la Fédération des Auberges des Jeunesses et de la FUAG en 1956. Fédération unitaire où les anarchistes furent très actifs et très présents.

En 1933, la Ligue de l'enseignement crée les Ciné-clubs de l'UFOCEL, prémices des activités d'apprentissage de et par l'image. En 1934, la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), dans un premier temps autogérée, voit le jour. Elle est une critique du sport élitiste et de compétition et ambitionne par l'éducation des corps de développer une nouvelle sociabilité. Les CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation actives) se constituent en 1937 afin de développer en milieu adultes des pratiques d'éducation renouvelées. A la sortie de la 2^e guerre mondiale sera créée l'Association Peuple et culture, où Joffre Dumazdier fut longtemps actif, dont l'ambition était de « rendre la culture au peuple et le peuple à la culture ». En 1947 débute le premier Festival d'Avignon avec Jean Vilar qui dirigera le Théâtre national populaire (TNP) qui se proposait de faire accéder le plus grand nombre à des spectacles de qualité. A partir 1948, des MJC sont implantées dans de nombreuses villes. Dix ans plus tard naîtra ATD-Quart-monde qui lancera en 1971 ses Universités populaires afin de faire produire du savoir sur la grande pauvreté par les plus démunis eux-mêmes. La même année le Mouvement des réseaux d'échanges de savoirs (MERS) commence à déployer ses pratiques de réciprocité éducative où tous les savoirs ont même valeur et ne sont en aucun cas monnaitisables.

Plus récemment en 1998, l'association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC) se revendique clairement de l'éducation populaire et tend à développer, pour agir, les savoirs économiques de tous. A partir de 2002 et de Caen refleurissent les Universités populaires, à Lyon en 2005, à Saint-Denis la Dionysiversité en 2008, en 2015 l'Université populaire et libertaire du 11^e arrondissement à Paris, etc.

En parallèle de ces initiatives militantes qui se revendiquent directement de l'Éduc-pop, d'autres mouvements la pratiquèrent sans le savoir. Ce fut le cas du Mouvement des Radios libres des années 1980, comme Radio Lorraine Coeur d'acier, Radio libertaire ou Radio Canuts... dont les émissions tendent à la conscientisation des auditeurs. De même pour l'Association Act-Up dont le savoir produit sur et par les victimes du VIH fait aujourd'hui autorité dans les milieux scientifiques. Ou encore des mouvements de contestation comme Génération précaires ou Jeudis noirs qui permirent de mettre au jour des problèmes sociaux contemporains et qui favorisèrent l'émergence de nouvelles pratiques revendicatives. Trois exemples encore pour clore ce bref panorama de l'Éducation populaire, en 2001 le lancement de l'encyclopédie Wikipédia qui autorise tout un chacun à produire et à s'approprier des savoirs en toute autonomie ou encore à partir de 2003, le mouvement des AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie de ses adhérents et des producteurs tout en diffusant des connaissances sur l'environnement et les modes d'alimentation. Et depuis 2010, les Fablabs où le savoir technique et scientifique se partagent gratuitement et se construit collectivement.

Le risque aujourd'hui pour les structures d'Éduc-pop, est celui de leur instrumentalisation par certains systèmes d'intérêt qui tendent à les transformer en simple « courroie de transmission ». Risque associé à celui de sa professionnalisation voire de sa bureaucratisation et de sa dépolitisation qui affaiblissent les dynamiques militantes (G. Poujol, 2000). Risque renforcé par les logiques d'appel d'offre public qui accentuent la concurrence entre les mouvements d'Éducation populaire voire avec le secteur privé lucratif.

Lien, cohérence et conclusion

Contrairement au système éducatif traditionnel et formel, souvent à l'initiative d'institutions comme l'Église ou de l'État, l'éducation populaire relève de la sphère de l'éducation non-formelle, sans obligation, sans compétition et sans évaluation. En d'autres termes, elle le lieu de la liberté pour apprendre. Elle est aussi le résultat de l'initiative « citoyenne » d'individus ou de collectifs autonomes porteurs d'un projet éducatif soit en rupture, soit complémentaire de dispositifs existants ou se substituant à des dispositifs absents. Suite aux réformes successives des lois sur la formation professionnelle (1971-2018) qui peu à peu on fait renoncer à toute ambition de développer l'Éducation permanente dans le cadre du travail, une nouvelle époque et une forte relance des pratiques d'Éduc-pop deviennent nécessaires, afin d'irriguer à nouveau le processus essentiel d'émancipation par l'éducation et la culture, et là, les libertaires ont une carte à jouer !

Pour aller plus loin

Céline Delavaux (2012), « Peuple et culture, un humanisme radical » in Collectif, *Education populaire, une utopie d'avenir, Peuple et culture, un humanisme radical*, Barcelone, LLL/Horschamp.

Benigno Cacérés (1964), *Histoire de l'Education populaire*, Paris, éd. du Seuil.

Jean-Michel Ducomte, Jean-Paul martin, Roman Joël, dir, (2013), *Anthologie de l'éducation populaire*, Toulouse, éd. Privat.

Francis Lebon, Lescure (de) Emmanuel, dir. (2016), *L'éducation populaire au tournant du XXI^e siècle*, Vulaines sur Seine, éd. du Croquant.

Franck Lepage (2007), *L'éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu...*, Cuesmes (Belgique), éd. du Cerisier.

Hugues Lenoir (2014), *Autogestion pédagogique et Education populaire*, éd. du Monde libertaire, Paris.

Christian Maurel (2010), *Education populaire et puissance d'agir, les processus culturel de l'émancipation*, Paris, L'Harmattan.

Lucien Mercier (1986), *Les Universités populaires, 1899-1914*, Paris, éd. ouvrières.

Jean-Marie Mignon (2007), *Une histoire de l'éducation populaire*, Paris, La découverte.

Geneviève Poujol (1981), *L'éducation populaire, histoires et pouvoirs*, Paris, éd. de l'Atelier.

Geneviève Poujol (2000), l'éducation populaire au tournant des années soixante-dix. L'effet soixante huit ? in Poujol G., (dir), *Education populaire au tournant des années soixante-dix*, Paris, l'Harmattan.

A regarder

Un site : <http://www.dionyversite.org/>

Franck Lepage : conférences gesticulées dont <https://www.youtube.com/watch?v=UC9Z-XYXGww> et <https://www.youtube.com/watch?v=oNJo-E4MEk8>